



HAL
open science

Quelques remarques sur deux méta-discours et leurs usages géographiques : mondialisation et développement durable

Isabelle Lefort

► **To cite this version:**

Isabelle Lefort. Quelques remarques sur deux méta-discours et leurs usages géographiques : mondialisation et développement durable. Bulletin de l'Association de géographes français, 2008, 85 (3), pp.361-370. halshs-00880385

HAL Id: halshs-00880385

<https://shs.hal.science/halshs-00880385>

Submitted on 6 Nov 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quelques remarques sur deux méta-discours et leurs usages géographiques: mondialisation et développement durable

Isabelle Lefort
UMR 5600
Université de Lyon

Résumé : Alors que les notions et termes de mondialisation et de développement durable sont chronologiquement très rapprochés, leurs réceptions par les géographes français soulèvent des problèmes spécifiques à chacun. L'article met en évidence quelques unes des difficultés scientifiques et disciplinaires qui s'y jouent.

Summary : Although the notions and terms of globalisation and sustainable development are chronologically very close, their reception by French geographers reveal problems specific to each of them. The paper highlights some of the scientific and disciplinary difficulties at stake.

Mots-clefs : mondialisation, globalisation, développement durable, géographie, contrat scientifique

Key Words : Globalization, sustainable Development, Geography,

L'orée des quatre dernières décennies a été marquée par quelques ouvrages à fort impact : ils inauguraient une nouvelle page de l'histoire des sociétés humaines. *La Société du spectacle* (Debord, 1967), *Guerre et paix dans le village planétaire* (MacLuhan, 1968), *Halte à la croissance* (rapport Meadows, 1972), ont décrypté, parmi les premiers, les phénomènes majeurs de la seconde moitié du XX siècle - rétractation de l'espace-temps du monde, dilemme économique-environnemental et inflation communicationnelle – qui instaurent frontalement un nouveau rapport à l'espace-temps, virtuel ou réel, et une certaine « tyrannie de l'urgence »(Zaki Laïdi,1998).

Corrélativement, l'irruption de deux méta-discours, « mondialisation » et « développement durable » en a orchestré les processus et les enjeux, sur les scènes politico-médiatiques comme scientifiques. Leur apparition est scandée par quelques grands messes dont le célèbre sommet de Rio en 1992, reprises à satiété. Beaucoup a été écrit et en dresser la liste n'aurait guère de sens. De surcroît, dans la place ici impartie, nous ne saurions faire montre d'une ambition excessive. Aussi en interrogerons nous plus modestement quelques éléments qui concernent les géographes français. En effet, ces derniers, comme beaucoup d'autres, ont participé à l'explosion de recherche, de travaux et de publications

en la matière. Mais, notons le d'emblée, ces deux termes ne font l'objet de position scientifique ni commune, ni consensuelle. Ils alimentent même des débats importants, ne serait-ce que parce qu'existent des doublets linguistique - mondialisation/globalisation, durable/soutenable - , l'un et l'autre discours ayant été initialement exprimés en anglais, nouvelle *lingua franca*. La réception scientifique de chacun en géographie a été différente : si « mondialisation » a fait l'objet d'une greffe réussie, « développement durable » ne connaît pas le même succès, alors même que leurs chronologies et enjeux sont enchâssés de façon serrée.

Une greffe réussie : mondialisation et géographes

La « mondialisation » se donnant à lire sous diverses modalités spatiales (aléas du modèle fordiste, délocalisation, développement et intensification des flux et des échanges de toutes natures) les géographes français en ont saisi les traductions spatiales, tant du point de vue processuel que factuel, d'autant plus facilement d'ailleurs que la mondialisation était concomitante d'une rénovation disciplinaire largement fondée sur les paradigmes économistes.

Si ces géographes prennent alors légitimement en charge les mutations du monde, ils le font en en neutralisant souvent les enjeux et les présupposés idéologiques et politiques, à l'instar d'une certaine tradition géographique française, ce qui ne les empêche pas d'en décrire/dénoncer les effets inégalitaires socio-spatiaux. Disons qu'ils n'ont pas construit l'objet « mondialisation » comme levier fort pour repenser les relations entre géographie et politique, au contraire de certains géographes nord-américains (Soja 1989, David Harvey) ou de certains sociologues ou économistes. Dans ces disciplines en effet, des postures opposées se sont clairement manifestées, que l'on soit pour (libéralisme idéalisé) ou contre (patriotisme économique ou anti-capitalisme farouche).

Les géographes français ont exploité la « mondialisation » selon quelques grandes options. La première est celle d'Olivier Dollfus, à l'origine de « l'espace Monde » et du « système Monde ». La clef de voûte de sa démonstration réside dans une résolution systémique des processus : « le monde change plus vite qu'autrefois parce qu'il forme un système » (1990, p. 519); « Jamais l'humanité au cours de son histoire n'a connu autant de changements que depuis que le Monde fonctionne comme système producteur de l'espace mondial » (1994, p9). Dans le cadre de la géographie portée par le GIP RECLUS Dollfus identifie le Monde (avec une majuscule) au type du « géon » et définit l'espace Monde (comme) « l'espace de transaction de l'humanité, tissé par les échanges de toute nature, de biens, d'informations, d'hommes ; un espace de diffusion d'idées, de cultures, de règles, de pratiques, d'objets, étendu à la planète Terre » (1994, p. 5). Cette « transaction » permet d'assurer la connexion entre Terre et Humanité, le système Terre, également expression de

Dollfus, articulant - et la question est d'importance dans les années 70 et 80 - la dimension physicienne de la géographie avec celle de la production de l'espace par les sociétés. Le fait « mondialisation » renvoie dans ce cas de figure à un projet de rénovation disciplinaire fort (théorie générale des espaces régionaux), radicalement adossé à une démarche systémique.

Si cette option se poursuit dans les travaux de Ch. Grataloup (2007) dans une optique d'élargissement géo-historique, on n'en retrouve pas la logique structurante dans les travaux de Laurent Carroué dont les ouvrages sur la mondialisation sont nombreux : « La mondialisation repose d'abord sur et avant tout sur la mise en relation de différents ensembles géographiques. On peut donc affirmer que la mondialisation est d'abord, l'interconnexion complexe de territoires diversifiés. On peut définir ces territoires comme des constructions géographiques spécifiques produites par une dynamique dialectique. Celle-ci repose sur des interactions entre un milieu naturel, une société et une économie, elles-mêmes fruits de longs héritages historiques, s'insérant dans différentes échelles d'interactions spatiales. L'étude de la mondialisation comme objet géographique oblige donc à une démarche pluridisciplinaire mobilisant l'ensemble des apports des sciences économiques et sociales dans laquelle la géographie doit tenir toute sa place» (2004, p.4). Où l'on retrouve une logique disciplinaire classique mais actualisée, reconsidérant la question des découpages de l'espace au regard des processus mondialisés. Il s'appuie sur un maillage géographique en place (continent, Etat) pour montrer comment ces espaces s'insèrent dans un nouveau champ d'échanges et d'interrelations. Cette approche repose sur des territoires affectés par une nouvelle dynamique des échanges, alors qu'Olivier Dollfus fonde son approche sur les principes théoriques de la production de l'espace pour aboutir à des propositions de nouveaux « pavages ».

Si donc les découpages hérités du monde (catégories méta-géographiques indurées de la discipline !) constituent de fait une réelle pierre d'achoppement au saisissement géographique de la mondialisation (et c'est bien là l'étymologie de « concept »), peut-être faut-il alors s'en éloigner un temps et emprunter une autre voie, celle que dessine par exemple C.Gorrha-Gobin (2000). Celle-ci, prenant acte des dynamiques spatiales induites aux Etats-Unis par la mondialisation, montre toute la pertinence d'une approche focalisée sur les espaces clefs du phénomène: les métropoles. Parce qu'on y observe de façon aiguë les formes emblématiques de la mondialisation (découplage carte économique/carte politique, prévalence et « archipélisation » du phénomène métropolitain entre autres), les USA constituent ce qu'on pourrait appeler un espace « laboratoire » où se renégocient et se re-hiérarchisent les logiques territoriales et réticulaires. Ce faisant, se dessinent à la fois la pertinence d'analyses historicisées et culturellement contextualisées et la nécessité d'approcher la spatialisation de la mondialisation par les dimensions du politique (gouvernance « glocalisée » en particulier). En évacuant l'approche par

les pavages du monde, cette analyse recompose le projet géographique non plus à l'interface entre nature et société, ni entre espace et société mais entre local et global.

Si l'on peut donc considérer que la notion de mondialisation a été mise au service, effectivement, soit d'une actualisation soit d'une volonté de renégociation du contrat disciplinaire, il n'en reste pas moins que le choix du terme « mondialisation » plutôt que « globalisation » mérite d'être interrogé. En effet, si Olivier Dollfus articule mondialisation et question environnementale (système-Monde/système-Terre), Laurent Carroué réserve spécifiquement le terme de globalisation à l'ensemble des phénomènes affectant l'espace terrestre comme globe : réchauffement climatique, problèmes de gestion des ressources dites « naturelles », pandémies (HIV, grippe aviaire...) qui relèvent de processus à l'échelle du globe, celle de la durabilité et du « Global Change ». Mais d'une part, cette manière de voir demeure minoritaire et d'autre part la coexistence de ces deux termes disjoint les divers aspects de la question.

Le choix par les géographes français du terme de mondialisation contre celui de globalisation pose donc la question de l'articulation entre sphère sociétale et sphère physique. Pourquoi et comment comprendre ce succès exclusif de la « mondialisation » chez les géographes français, alors que la présence d'un terme doublon (globalisation) aurait pu permettre également de prendre en charge les relations d'interface, intégrant ce faisant les problématiques de la durabilité ? Nous risquerons ici quelques hypothèses .

La première est d'y voir le refus d'un néologisme par francisation du « globalization » américain, au titre d'une exception culturelle française sur la défensive (Milhaud, 2005). Si les géographes français, quand ils publient à l'international, utilisent le terme de « globalization », cela ne signifie pas pour autant que les deux termes soient équivalents.

En revanche, ils ont largement accueilli le couple global/local. Est-ce alors parce que le terme de « globalization » a tout d'abord identifié les processus économiques et financiers ? Mais dans la mesure où ces dimensions ont été reprises sans effort par les géographes français, l'argument ne saurait convenir.

Une troisième hypothèse fait appel à l'historiographie des sciences sociales du dernier demi-siècle en France et au poids de la référence braudélienne. Cette dernière est constante dans la littérature géographique concernée. Elle a permis aux géographes, d'obédience marxiste ou non, d'analyser les processus de la mondialisation sur la trame historique de l'Economie Monde telle que dessinée par F. Braudel. « Le système Monde s'est déployé sur environ trois siècles et son développement couvre le dernier siècle une bien mince pellicule de temps dans l'histoire de l'humanité. La formation du système qui constitue l'environnement actuel de tous les Etats et de toutes les sociétés a été précédée par l'apparition d' « agrégats » rassemblant une partie de l'humanité, avant

qu'un système interactif ne s'étende à l'ensemble de la planète et que l'espace mondial ne devienne «une réalité» (Dollfus 1990, p. 293). Ces «agrégations» de grains» (ibidem) font écho aux «tas» de Roger Brunet et d'une certaine manière aux coraux ou aux essaims de Vidal de la Blache.... Se redessinerait alors comme une certaine familiarité dans les habitus disciplinaires, qui ne ferait que réactiver des liens intellectuels et institutionnels propres à la France entre géographie (vidalienne) et histoire (braudélienne). Il reste encore à enquêter sur les usages effectifs par les géographes français de la matrice braudélienne, en allant au-delà des références usitées et en interrogeant les strates successives de cette production historique (Noiriel 2003).

Enfin, dernière hypothèse, non exclusive des précédentes d'ailleurs. Bien que la problématique du Global Change (bien reçue et développée par les géographes français !) relève de la même étymologie, «globalization» aurait peut-être remis trop brutalement en cause des découpages infra-disciplinaires (physique/humain) débattus et fermement clivés durant la même période. Le succès du système-Monde et de la mondialisation intervient en effet au moment où se re-négocie l'héritage classique et se repositionnent les hiérarchies....

Il faudrait engager des travaux affinés sur les enjeux de ces choix terminologiques. On remarquera seulement ici que, durant la même période, la proposition d'A. Berque de revenir à l'oécumène (2000) ne rencontre pas le succès que l'on pouvait attendre d'un terme dont l'étymologie accouple justement et fortement l'économique et l'écologique. Ou alors à suivre J. Levy dans sa lecture de la mondialisation comme long processus d'oécuménisation, de la diffusion de l'homo sapiens à la «société monde»...

Un développement durable en mal d'adoption ?

Mais, si les géographes français ont ignoré la «globalization» qui aurait pu permettre d'articuler leurs problématiques d'interface, comment expliquer qu'ils se montrent aussi réticents pour certains à exploiter la notion de «développement durable» (Clément 2004, Mathieu 2006), pendant du premier en particulier dans le champ environnemental, et alors même qu'ils avaient largement embrayé sur la thématique du (sous)développement ? L'argument idéologique n'est pas discriminant, le développement durable ne faisant que continuer la matrice développementiste - et ses présupposés- (Rist 1996) et la dimension normative y revêtant le même statut. La dénonciation de l'idéologisme de la durabilité n'a pas non plus, au demeurant, servi à dénoncer *a posteriori* celui du (sous)développement... De surcroît, si la modernisation et sa mythologie du *take off*, sous la forme du «Progrès» est contemporaine de la crise de la modernité et de la remise en question de la pertinence de la «croissance», le difficile arrimage des géographes français à la post-modernité ne peut être invoqué pour argumenter une dénonciation de ce type.

Faut-il alors considérer la faible substance intellectuelle de ce *buzzword*, mot-valise/mot-slogan repris à satiété et dénoncer une nouvelle utopie (sans lieu ?) qui rehausserait la place des grands discours dont la post-modernité a voulu sonner le glas ? La faiblesse conceptuelle est en effet souvent invoquée, exprimant (paradoxalement ?) l'idée qu'une conceptualisation avérée, « objective » doit pré-exister pour légitimer l'intérêt scientifique... Ce qui d'une certaine manière consiste à inverser les procédures « scientifiques » habituelles... C'est également aller vite en besogne, quand d'autres termes tout aussi faiblement « objectivés » sont repris et largement utilisés, tels « milieux fragiles ». On objectera que ces notions font l'objet de nomenclatures internationales (Corine de la Commission de la Communauté européenne par exemple) présentant tous les auspices scientifiques de l'objectivité. En fait, les « milieux fragiles » présentent la même confusion (physique/social) que les bons et mauvais pays d'une certaine géographie passée. La « sensibilité » ou la « fragilité » ne sont, par définition, des qualificatifs qui ne valent que par rapport aux sociétés qui s'en occupent. De la même façon pour la « biodiversité » dont les enjeux idéologiques sous-jacents sont prégnants et qui est pourtant reprise avec beaucoup moins de précautions (Micoud 2005).

Notons de surcroît que la configuration s'est sensiblement compliquée avec le passage de l'éco-développement (dimension « simplement » écologique) aux triples injonctions de la durabilité (sociale, territoriale et environnementale). Mais, malgré les travaux de J. Tricart ou de G. Bertrand (2002), l'éco-développement n'avait pas reçu d'échos réellement re-fondateurs du projet scientifique géographique. Cette situation renvoie aux rapports complexes que les géographes français entretiennent en particulier avec l'écologie (Robic 1992, Lefort 2005).

Un autre argument, souvent invoqué, s'appuie sur le motif de la sur-médiatisation. Or ce dernier peut jouer dans les deux sens : de rejet (on n'en parle pas parce que le terme est d'origine médiatique et politique) ou d'adhésion (on en parle parce qu'il correspond à une forme de demande sociale) (Matthieu 2006). La question de « l'opportunisme » prend alors toute sa place (Jollivet 2002). La situation est en effet plus complexe dans le détail. Si on recense de nombreuses études (en particulier de jeunes chercheurs) sur le développement durable, il s'agit dans la très grande majorité de cas d'études ponctuelles, souvent dans le cadre de contrats, et dans une perspective d'applications locales de type agenda 21. Faudrait-il alors distinguer entre prise en compte et application locales et frilosité théorique globale ? Ou plus radicalement encore poser, en géographe, la question de l'effectivité de cette articulation (Clément, 2004) ?

Quelques questions en suspens.

L'acclimatation scientifique de ces méta-discours ne laisse donc pas d'ouvrir quelques pistes. La première renvoie à la temporalité. Si pour la mondialisation, les catégories classiques de la géographie ont permis une greffe sans difficulté, c'est que le terme évoque et fait résonner une culture historique en place. En revanche, la durabilité enjoint de passer du passé/présent à un futur avec lequel les géographes ont développé moins d'habitus disciplinaire, en dépit d'une pratique d'expertise. Avec le développement durable les géographes ne peuvent faire l'économie d'une réflexion effective sur le rapport de leur discipline à la prospective et plus fondamentalement aux temporalités (Barrué-Pastor 2000) et à la gouvernance. Ce faisant, ce sont les relations mêmes du savant et du politique, vieux couple de l'historiographie des sciences sociales, qui sont convoquées. Or les géographes français ont développé une culture distanciée par rapport au champ du politique, ne prenant que très rarement à bras le corps les attendus en la matière, contrairement à d'autres disciplines (histoire, sociologie).

La deuxième piste à aborder est celle de la terminologie. Au sein de la géographie française, la référence au « cosmos » s'atténue à partir de la fin du XVIII (le dernier en date étant le grand œuvre de K. Ritter), alors même qu'elle se retrouve (paradoxalement ?) dans les utopies microcosmiques des Lumières... Sans doute parce que parallèlement, la géographie s'autonomise de la cosmographie et que le paradigme qui s'élabore progressivement fait une place centrale aux interrelations entre les sociétés et les milieux, sur fond de référence à la Terre (Reclus). Le terme de Monde marque le pas, tandis qu'il se décline sur le registre du « mondain », en valorisant l'acceptation des mœurs et de la civilité (Elias 1991). Les géographes, quand ils nourrissent l'ambition de saisir le tout, lui préfèrent depuis « l'universel » - et les géographies du même nom - catégorie structurante de la modernité. Or si « le Monde est une construction mythique » (Ch. Grataloup), il faudrait revenir aux origines mêmes du terme « mundus » qui « s'opposant de façon longtemps impensée au « cosmos » grec désigne un abîme, un couloir ténébreux cheminant souterrainement vers une issue ; c'est un trou par lequel les âmes entrent et sortent, les profondeurs de la terre Mère, communiquant ainsi avec la société organisée à la surface » (Lefèvre 1982), et ce, pour considérer les conditions de sa représentation (en particulier anthropologique) dans le cadre de la modernité. Les glissements terminologiques (monde, cosmos, orbe, terre, oecumène) constituent, dans leur (dés)emploi, autant d'indices des matrices culturelles et intellectuelles qui président à la structuration d'un champ scientifique. Dans le contexte contemporain, les géographes français privilégient le « monde » comme catégorie heuristique, l'accompagnant de l'oecumène pour certains, alors que dans d'autres champs savants, l'étymologie du cosmos reprend du poids et de la pertinence. Ainsi, U. Beck (2006), largement exploité par les géographes du risque, re-monétise, à l'articulation du scientifique et de la gouvernance, le terme de cosmopolitisme, qui s'était quelque peu éclipsé durant

la période glorieuse des Etats-nations (Coulmas 1995). Terminologie que l'on retrouve aussi dans les « Cosmopolitics » d'I. Stengers et de B. Latour (1996-97).

La troisième piste enfin renvoie à nos catégories de pensée savantes. Si la notion est du registre de l'idéologie, le concept est de celui de la science, cette bipartition s'originant dans le « grand partage » de la modernité. Or le développement durable dans ses relations avec la science en re-questionne fondamentalement les fondements et les marges. On peut faire l'hypothèse que réside là une difficulté essentielle de la prise en compte de la « durabilité » par une discipline structurée autour du positivisme et de ses reformulations (néo-positivisme) et fondée sur la distinction radicale entre le fait et la valeur. Parce que le développement durable ré-injecte de la valeur et de l'éthique dans les discours et les pratiques scientifiques, elle enjoint donc aussi de réfléchir à la construction de nouveaux « percepts » pour construire nos pratiques scientifiques.

- BERQUE A., 2000. - *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Belin, 272 p.
- BECK U. 2006. - , *Qu'est-ce que le cosmopolitisme ?*, Aubier.
- BARRUE-PASTOR M., BERTRAND Georges (coord.) 2000 - *Les temps de l'environnement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, 544 p.
- BERTRAND G., BERTRAND Cl. 2002. - *Une géographie traversière. L'environnement à travers territoires et temporalités*, Paris, Arguments, 311 p.
- CARROUE L., 2004. - *Géographie de la Mondialisation*, A. Colin, 256p.
- CLEMENT V. 2004. - « Le développement durable : un concept géographique ? » in *Géoconfluences*, <http://geoconfluences.ens-lsh.fr/accueil/index.htm> (Vincent Clément)
- COULMAS P. 1995. - *Les citoyens du monde. Histoire du cosmopolitisme*, Albin Michel, 336p.
- DEBORD G., [1967] 1992. - *La société du spectacle*, Gallimard, 208p.
- DOLLFUS O. - 1990. - « *Le système Monde* ». *Livre second du tome 1 de la Géographie Universelle, Les mondes nouveaux* (Roger Brunet dir.), pp. 273-529., 552 p.
- DOLLFUS, O., 1994 - *L'espace Monde*, Economica, 111p.
- ELIAS N. 1991. - *La société des individus*, Fayard, 301p.
- GAUCHET M. 1985. - *Le Désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*, Gallimard
- GHORRA-GOBIN C., 2000. - *Les Etats-Unis entre local et mondial*, Paris, Presses de Sciences Po, 288p.
- GRATALOUP Ch., 2007. - *Géohistoire de la mondialisation. Le temps long du monde*, A. Colin, 256 p.
- HARVEY D., 1996. - *Justice, Nature & the Geography of difference* , Routledge, 480p.
- JOLLIVET M., 2001. - *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Natures, Sciences, Sociétés, ELSEVIER, 288p.
- LEFEBVRE H. -1982. - «Le nécessaire et le possible dans la formation du mondial», *Science and technology in the transformation of the world*, The United nations University.
- LEFORT I. 2005 - « De l'écologie au développement durable. Le regard du géographe », *Géopolitique du développement durable*, PUF, 384p.
- LEVY J., 2003. - « Mondialisation », *Dictionnaire de la géographie et des sciences de l'espace*, Levy J., Lussault M. (dir.), Belin, 1034p.
- MacLUHAN M. [1967] 1970. - *Guerre et paix dans le village global*, R. Laffont, 189p.
- MATHIEU N., 2006. - « La géographie rurale française face à l'utopie du développement durable », *Boletín AGE*, n°41-2006, pp. 39-67.
- MICOUD A. 2005. - « La biodiversité est-elle encore naturelle ? », *Ecologie et Politique*, n° 30, pp.17-25
- MILHAUD O. 2005. - « Les géographes parlent-ils tous du même monde ? les réseaux intellectuels : hégémonie anglo-américaine et vision du monde. », fig-st-die.education.fr/actes/actes_2005/milhaud/article.htm - 53k
- NOIRIEL G., 2003. - *Penser avec, penser contre - Itinéraire d'un historien* Belin. 311p.
- Rapport MEADOWS, 1972 - *Limits to Growth*, Universe Books.
- RIST G., [1996] 2007 - *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. PFNSP, 456p.
- ROBIC M. C. (dir.) , 1992. - *Du milieu à l'environnement. Pratiques et représentations du rapport homme-nature depuis la Renaissance*, Economica, 343p.

ROBIC M-C., MATHIEU N. 2002. - "*Géographie et durabilité : redéployer une expérience et mobiliser de nouveaux savoir-faire*", dans Jollivet Marcel (coord.), *Le développement durable, de l'utopie au concept. De nouveaux chantiers pour la recherche*, Paris, Elsevier/Natures Sciences et Sociétés, p. 167-190.

SOJA E., 1989. - *Postmodern geographies: The Reassertion of Space in Critical Social theory*, Verso, 228p.

STENGERS I. 1996-1997. - *Cosmopolitiques*, La Découverte / Les Empêcheurs de penser en rond.

VEYRET Y.(dir.). 2005. - *Le développement durable : approches plurielles*, Hatier, 288 p.

ZAKI L., 1998. - *La tyrannie de l'urgence*, FIDES, 45p.